



## Introduction

*Julian Mischì et Nicolas Renahy*

*INRA-CESAER*

*26, bd docteur Petitjean - BP 87999, 21079 Dijon Cedex*

*[mischì@enesad.inra.fr](mailto:mischì@enesad.inra.fr)*

*[renahy@enesad.inra.fr](mailto:renahy@enesad.inra.fr)*

Au nom du comité d'organisation, nous voudrions dans cette introduction revenir sur les intentions scientifiques qui ont guidé l'organisation de cette rencontre et sur ses principaux axes problématiques.

Mais avant tout, quelques mots sont nécessaires pour situer l'histoire de ce colloque. En dépit de l'appel à communication qui a pu donner une image plutôt tranchée de l'apport des travaux contemporains, cette rencontre entend s'inscrire dans une lignée d'autres rendez-vous scientifiques. En organisant ces journées, nous nous sommes nourris d'autres colloques et, d'une façon générale, de l'effervescence pluridisciplinaire qui anime depuis plusieurs années le monde des études rurales, effervescence qui s'est traduite par des entreprises éditoriales particulièrement intéressante. On pense à *Etudes Rurales* bien sûr mais aussi, plus récemment, à *Histoire et Sociétés Rurales* (revue née en 1994), et à *Ruralia*

(revue née en 1997). Ces revues ont favorisé des rencontres et des travaux se situant à la confluence de différentes disciplines qui sont souvent séparées par ailleurs.

Plus précisément, l'idée de cette rencontre a germé lors d'un colloque qui s'est tenu à Rennes en juin 2005 autour de la thématique « sociabilité et politique en milieu rural », colloque que Julian Mischi avait co-organisé avec l'historienne Annie Antoine (Antoine, Mischi, 2007). La démarche était également pluridisciplinaire, rassemblant notamment sociologues, politistes et historiens. Cette rencontre, à laquelle ont participé plusieurs membres du comité d'organisation mais aussi certains intervenants des prochains jours, a permis de renforcer les liens entre en particulier une nouvelle génération de jeunes chercheurs travaillant sur les mondes ruraux, liens jusqu'ici plutôt lâches, liens désormais favorisés par la politique de recrutement de l'INRA et ses activités scientifiques.

L'objectif aujourd'hui est de prolonger cette initiative, de l'approfondir, en ce centrant sur les mutations contemporaines des mondes ruraux et en prenant en compte l'historicité du regard scientifique sur ces mondes ruraux. Il s'agit ainsi d'insister sur le renouvellement des travaux en sciences sociales qui, en s'appliquant aux mondes ruraux, modifie le regard posé sur les objets classiques de la sociologie, de l'ethnologie et de l'histoire rurale.

Il s'agit aussi, nous allons y revenir, de contribuer modestement à une nouvelle institutionnalisation des recherches en sciences sociales menées sur les mondes ruraux. Dans le cas des sciences sociales françaises au moins, les années 1970 ont correspondu à l'apogée d'un type d'études rurales, bénéficiant d'une légitimité scientifique mais aussi d'un fort encadrement institutionnel bâti autour de laboratoires (comme le Groupe de sociologie rurale du CNRS autour de Henri Mendras et Marcel Jollivet, le Laboratoire d'Anthropologie Sociale du Collège de France) et de programmes de recherches sollicités et fortement soutenus par les pouvoirs publics : nous pensons principalement aux cinq Recherches Coopératives sur Programme (RCP) menées en France depuis l'après-guerre, ou au financement par le CNRS de nombreuses monographies de villages, comme par exemple l'enquête sur village lorrain de Grand Frau (Lamarche, Karnoouh, Rogers, 1980).

Revenons donc maintenant sur cette thématique privilégiée des « mondes ruraux ».

Cette focale a d'abord l'avantage de mettre à distance d'autres dénominations, esthétisantes comme « les campagnes », ou réificatrice et homogénéisante comme « le rural » qui serait opposé à l'« urbain » dans une vision peu respectueuse des processus sociaux. Cette thématique volontairement large permet notamment de ne pas réduire le champ d'investigation aux mondes agricoles, longtemps synonymes de « rural ». Mais il ne s'agit surtout pas d'abandonner les travaux sur l'agriculture et les agriculteurs. Au contraire, l'approche en terme de mondes permet de les émanciper du cercle des études ruralo-centrées.

Comme le montre notamment les travaux de Marie-France Garcia sur le marché des vins (Garcia-Parpet, 2004 et 2005), le renouvellement des problématiques sur les mondes agricoles a tout à gagner d'une prise en compte des marchés agricoles qui dépassent les frontières de l'espace rural, d'une attention portée ici aux négociants et intermédiaires des grands groupes agroalimentaires. Recourir aux « mondes ruraux » exprime ainsi un décentrement par rapport à des problématiques exclusivement « rurales », ou plutôt considéré comme étant légitimement du domaine des « études rurales ». Ainsi beaucoup dans le comité d'organisation ne se reconnaissent-ils pas toujours dans les sigles de la

sociologie rurale ou des études rurales. Tous deux sommes par exemple venu aux « mondes ruraux » à travers la mise en œuvre de problématiques transversales s'intéressant aux classes populaires.

C'est dans un effort de contextualisation, dans une démarche empirique visant les rapports sociaux au niveau microsociologique, que l'on « tombe » sur des terrains ruraux. Dans cette perspective, « le rural », si l'on maintient le singulier épistémologique, constitue un cadre de recherche et non un objet de recherche. C'est en tant que site d'observation, en tant que site d'interactions sociales que nous l'appréhendons, à l'inverse peut-être des approches localistes et ruralistes, qui peuvent tendre à confondre l'objet d'étude avec son cadre spatial d'inscription.

Dans l'esprit du comité d'organisation, raisonner en terme de « mondes » possède en outre le mérite de s'inscrire dans une double tradition sociologique :

- D'une part, une tradition interactionniste sensible à la mise au jour des interactions, non dans leurs dimensions strictement micro, mais en ce qu'elles s'inscrivent dans des rapports sociaux structurants.
- D'autre part, une tradition socio-historique, notamment référée à Norbert Elias, soulignant les interdépendances entre les différents « mondes sociaux » : tout rapport social fait l'objet de médiations institutionnelles directe ou « à distance » (Elias, 1981).

Dans cette perspective relationnelle, les jeux d'échelles sont ainsi essentiels. Les phénomènes étudiés dans des contextes ruraux, dans des configurations socio-politique localisées, sont à insérer dans des réseaux d'interdépendance qui se prolongent en général dans les villes, à Paris, voir de plus en plus à une échelle internationale, et, en particulier, à Bruxelles pour ce qui concerne les terrains européens. La focale des « mondes ruraux » permet ainsi d'associer un regard spatial -dans la lignée des approches par les « espaces ruraux »- à la prise en compte de logiques générales, d'ordre institutionnel et politique. Ces logiques façonnent ces espaces tout en étant souvent apparemment extérieures : elles invitent ainsi à porter les investigations également hors des espaces ruraux proprement dit.

Autour de ce terrain commun, les « mondes ruraux », l'objectif de ce colloque est donc de tenter d'établir quelles sont les nouvelles problématiques, les objets émergents, les perspectives méthodologiques issus des courants innovants des sciences sociales. Il s'agit de contribuer à agréger les travaux actuels de sciences sociales qui rénovent les problématiques et les objets classiques de l'ethnologie de la France et de la sociologie rurale en s'appuyant, en général, sur les acquis constructivistes des sciences sociales.

Il s'articule autour d'une double question. D'abord celle de l'historicité des sociétés étudiées permettant de dévoiler les crises et mutations des structures contemporaines d'encadrement des mondes ruraux, qu'il s'agit de décrire et d'analyser à partir des pratiques sociales concrètes. Ensuite celle de l'historicité du regard scientifique porté sur les mondes ruraux visant notamment à cerner la singularité des approches contemporaines par rapport aux travaux antérieurs (Burawoy, 1979 ; Laferté, 2006).

Pour terminer sur cette présentation des thématiques du colloque, quelques mots sont nécessaires sur ce dernier point, c'est-à-dire sur notre héritage historiographique. Sans remonter jusqu'à la perte d'hégémonie du paradigme labroussien des Annales dans l'après guerre, qui a coïncidé avec le développement de la sociologie rurale dans un contexte de

sectorisation de la sociologie française, intéressons-nous aux évolutions des deux dernières décennies, à l'aide d'un –trop- bref aperçu des tables de quelques revues.

- *Revue Française de sociologie* : Entre 1960 et 69 paraissent 12 articles sur les groupes sociaux de paysans/agriculteurs, qui sont classés dans l'index de la revue sous les rubriques Agriculture, Agriculteur et Société rurale. Les deux premières rubriques disparaissent de l'index analytique à partir de 1970. Dans la décennie 1970-1979, on peut ainsi recenser seulement 1 article qui porte spécifiquement sur l'agriculture (rangé dans la rubrique Innovation) et 4 articles sur le monde rural. De 1981 à aujourd'hui (25 ans), 5 articles seulement portent de façon explicite sur l'espace rural ; parmi eux 1 seul prend pour objet des groupes sociaux de paysans/agriculteurs (les ouvriers agricoles).

- *Actes de la recherche en sciences sociales* : alors que de 1975 (année de création de la revue) à 1986 paraissent en moyenne un à deux articles par an qui traitent des groupes sociaux paysans/agriculteurs (en tout 23 articles) -avec un pic de huit articles en 1977, dû au numéro spécial n°17-18 « La paysannerie une classe objet »- ne sont publiés que trois articles depuis en anthropologie historique (en 1993-94) ; aucun ne concerne l'agriculture contemporaine.

Ce bilan, bien sûr partiel, est donc très négatif. Pour reprendre les mots de Susan Rogers (1995), les recherches rurales se « désagrègent » sur la période des années 1980-1995. Ainsi, le spatial n'apparaît plus comme un critère pertinent de lecture des recherches françaises. Il y a eu remise en cause de la pertinence d'un objet territorial par les problématiques conceptuelles que nous avons évoqué précédemment, et qui nous conduit à privilégier l'entrée par les « mondes ruraux ». Néanmoins, si l'on observe les tables d'une autre revue, la revue généraliste d'anthropologie *Terrain*, on remarque qu'en 2006, l'index thématique du site de cette revue a distribué les contributions à la revue en 59 entrées : un tiers environ (18) concernent les mondes ruraux. Si déclin il y a bien eu, on remarque que les recherches sur les mondes ruraux ne sont pas insignifiantes, voire même qu'un certain renouveau est observable dans les années 1990, même si elles ne sont plus institutionnalisées ni reconnues pour elles-mêmes. Cet élan -dont il resterait à montrer significativement la pertinence- est cependant perceptible avec la naissance de nouvelles revues au milieu des années 1990 : *Histoire et Société Rurale*, *Ruralia*.

Il se « passe » donc quelque chose depuis une dizaine d'années, un quelque chose encore difficilement définissable, mais qui doit être relié à l'évolution globale des sciences sociales, et notamment à la reconfiguration des rapports entre disciplines. La rupture chronologique à la cheville des 1990 (renouvellement des *Annales ESC* en *Annales HSS*, création de *Genèses*, de *Politix*, d'*Enquêtes*...) nous semble ainsi particulièrement saillante, puisqu'elle reconfigure largement les frontières disciplinaires des périodes précédentes. Ce programme contemporain des sciences sociales va au-delà du dialogue interdisciplinaire, en promouvant une unification des sciences sociales autour du paradigme constructiviste. Et c'est l'application de ce programme aux mondes ruraux que nous voudrions interroger ici.

Ce renouveau, si relatif qu'il soit, des recherches sur les mondes ruraux est perceptible (et conditionné par) un redéploiement des investissements des pouvoirs publics sur la question. Logiques de recherches et logiques institutionnelles doivent être perçues ensemble. Nous sommes tous deux bien placés pour en témoigner, puisque nous avons bénéficié d'une politique de recrutement de sociologues audacieuse à l'INRA depuis 2001. D'une certaine manière, ce colloque est une forme de reconnaissance donnée à notre institution, et plus

particulièrement au CESAER et à ses directeurs successifs, économistes toujours ouverts au dialogue interdisciplinaire, ainsi qu'au département Sciences sociales de l'INRA qui a su mener une politique de redéfinition des apports des différentes disciplines à l'institution.

Le CESAER, laboratoire spécialisé sur l'agriculture et les espaces ruraux, se trouve ainsi aujourd'hui avec le laboratoire INRA LISTO, avec l'ENESAD, avec la MSH de Dijon et l'Université de Bourgogne, porteurs du pôle « Territoire et Développement » du campus dijonnais. Ce sont toutes ces institutions qui ont permis la tenue de ce colloque, auxquelles il faut ajouter la Région Bourgogne pour son soutien décisif.

Merci à Claudine Younès, Christiane Soyer et Daniel Cuervo qui ont assuré la préparation du colloque et s'occupent de son bon déroulement. Merci à l'ensemble des chercheurs qui ont répondu à notre appel à communication. Le soutien financier de la Région Bourgogne a été décisif. Merci enfin aux membres du comité scientifique du colloque qui ont répondu présent aujourd'hui, qui nous ferons le plaisir de discuter les interventions.

Quelques mots maintenant sur les communications qui nous ont été soumises et que nous avons sélectionné.

Afin de préserver l'unité des débats, nous n'avons pas voulu organiser de sessions parallèles, d'ateliers séparés. On a fait le choix de maintenir tout au long de ces trois jours des présentations en sessions plénières. On a par conséquent demandé au conseil scientifique d'être relativement sélectif, et sur les 65 propositions de communication que l'on a reçu, seule la moitié a été acceptée. Concernant ces communications retenues, on peut déjà faire quelques remarques, notamment sur les origines disciplinaires et institutionnelles de leurs auteurs.

Tout d'abord il faut noter que la moitié environ des intervenants sont doctorants, ce qui souligne le dynamisme des recherches autour des mondes ruraux. L'autre moitié des communicants sont donc des chercheurs confirmés. Ensuite l'ouverture internationale est réelle mais limitée. Parmi les 34 communications de ces 3 jours, nous avons le plaisir d'accueillir des chercheurs originaires de Belgique, d'Espagne et du Brésil. Notons également que les chercheurs français présent viennent d'Universités et d'institutions de recherches situées dans toute la France, les chercheurs dijonnais n'étant qu'au nombre de deux. Un autre point que l'on considère comme étant très positif est la diversité des horizons disciplinaires mobilisés. Nous avons en effet souhaité que les disciplines des sciences sociales soient le plus largement représentées pour notamment contribuer au rapprochement actuel entre les différentes sciences sociales. Les chercheurs et doctorants présents se définissent pour moitié comme étant sociologues (16 papiers), anthropologues ou ethnologues (8), géographes (4), politistes (2), gestionnaires ou économistes (3).

Nous avons donc bien sûr un regret : l'absence des historiens. La formulation de l'appel à communication qui visait explicitement le très contemporain, les mutations récentes des mondes ruraux, a certainement joué un rôle répulsif. D'autre part le relatif cloisonnement de l'histoire du temps présent autour de certains thématiques est aussi peut-être un élément explicatif de cette absence. Cette absence ici ne doit pas être vue comme une coupure disciplinaire car nous travaillons régulièrement avec les historiens et ceux-ci seront présents tout au long de ces journées, notamment en tant que discutants et présidents de séance. En outre, de nombreux textes non directement historiens nous paraissent témoigner d'une intégration de la dimension historique des terrains enquêtés.

Dernière remarque selon nous positive : l'appel au micro a été largement entendu, puisque les communications paraissent centrées sur des terrains d'enquête circonscrits. Ceci s'intègre bien dans la valorisation de la recherche empirique que l'on entendait promouvoir par, notamment, des travaux portant sur non seulement sur les discours mais aussi les pratiques sociales.

Pour terminer, quelques mots sur l'organisation de ces journées. L'appel à communication était thématiquement large, mais nous avons pu regrouper les communications en 9 sessions. Nous traiterons ainsi ce matin des formes d'appropriations de l'espace rural et péri-urbain, puis, cet après-midi des mondes agricoles et du rapport à l'école. Demain jeudi, l'ensemble de la journée sera consacrée à des questions d'encadrement des mondes ruraux : encadrements politiques et institutionnels, encadrements économiques, mais aussi scientifiques et associatifs. Enfin vendredi sera une journée essentiellement consacrée à une démarche réflexive sur nos pratiques de recherches, avec des travaux sur l'historiographie des mondes ruraux et les usages des sciences sociales.

## Références bibliographiques

Antoine A. & Mischi J. (dir.), 2007, *Sociabilités et politiques en milieu rural*, Rennes, PUR.

Burawoy M., 1979, "Revisits: an Outline of a Theory of Reflexive Ethnography", *American Sociological Review*, 68: 645-679.

Elias N., 1981, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pandora.

Garcia-Parpet M.-F., 2004, « Le marché de l'excellence : le classement des grands crus à l'épreuve de la mondialisation », *Genèses*, n° 56 "Espaces de l'activité économique", pp 72-96.

Garcia-Parpet M.-F., 2005, « Le salon des vins de Loire : convivialité et vocation internationale », *Ethnologie française*, vol. 35, n° 1 "Négoces dans la ville", pp 63-72.

Laferté Gilles, 2006, « Des archives d'enquêtes ethnographiques pour quoi faire ? Les conditions d'une revisite », *Genèses*, 63, pp. 25-45.

Lamarche H., Karnouh C. & Rogers S.C., 1980, *Paysans, Femmes, et Citoyens: Lutttes pour le Pouvoir dans un Village Lorrain*, Paris, Actes Sud, 1980.

Rogers S. C., 1995, "Natural histories: The Rise and Fall of French Rural Studies", *French Historical Studies*, 19-2: 381-397.